

PCT

REQUÊTE

Le soussigné requiert que la présente demande internationale soit traitée conformément au Traité de coopération en matière de brevets.

Réservé à l'office récepteur

Demande internationale n°

Date du dépôt international

Nom de l'office récepteur et "Demande internationale PCT"

Référence du dossier du déposant ou du mandataire (facultatif)
(12 caractères au maximum)

D2PAT1216WO

Cadre n° I TITRE DE L'INVENTION Utilisation de polymères cationiques en billes dans des compositions cosmétiques et compositions cosmétiques ainsi obtenues.	
Cadre n° II DÉPOSANT <input type="checkbox"/> Cette personne est aussi inventeur	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.) SNF S.A. 41, rue Jean Huss 42000 Saint- Etienne France	n° de téléphone n° de télécopieur n° de téléimprimeur n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) : France	Domicile (nom de l'État) : france
Cette personne est : <input type="checkbox"/> tous les États désignés <input checked="" type="checkbox"/> tous les États désignés sauf les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États indiqués dans le cadre supplémentaire	
Cadre n° III AUTRE(S) DÉPOSANT(S) OU (AUTRE(S)) INVENTEUR(S)	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.) LYOT, PIERRE 16, RUE POINTE CADET 42000 SAINT-ETIENNE FRANCE	Cette personne est : <input type="checkbox"/> déposant seulement <input checked="" type="checkbox"/> déposant et inventeur <input type="checkbox"/> inventeur seulement (Si cette case est cochée, ne pas remplir la suite.) n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) : FRANCE	Domicile (nom de l'État) : FRANCE
Cette personne est : <input type="checkbox"/> tous les États désignés <input type="checkbox"/> tous les États désignés sauf les États-Unis d'Amérique <input checked="" type="checkbox"/> les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États indiqués dans le cadre supplémentaire	
<input checked="" type="checkbox"/> D'autres déposants ou inventeurs sont indiqués sur une feuille annexe.	
Cadre n° IV MANDATAIRE OU REPRÉSENTANT COMMUN; OU ADRESSE POUR LA CORRESPONDANCE	
La personne dont l'identité est donnée ci-dessous est/a été désignée pour agir au nom du ou des déposants auprès des autorités internationales compétentes, comme: <input checked="" type="checkbox"/> mandataire <input type="checkbox"/> représentant commun	
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.) RICHEBOURG, MICHEL CABINET MICHEL RICHEBOURG LE CLOS DU GOLF 69, RUE SAINT-SIMON 42000 SAINT-ETIENNE FRANCE	n° de téléphone 04-77-43-37-10 n° de télécopieur 04- 77 -43-37-19 n° de téléimprimeur n° sous lequel le mandataire est inscrit auprès de l'office CPI 94-0216
<input type="checkbox"/> Adresse pour la correspondance : cocher cette case lorsque aucun mandataire ni représentant commun n'est/n'a été désigné et que l'espace ci-dessus est utilisé pour indiquer une adresse spéciale à laquelle la correspondance doit être envoyée.	

Suite du cadre n° III AUTRE(S) DÉPOSANT(S) OU (AUTRE(S)) INVENTEUR(S)

Si aucun des sous-cadres suivants n'est utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.

Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.) PHILIBERT, ERIC LA ROUSSIERE 42350 LA TALAUDIÈRE FRANCE		Cette personne est : <input type="checkbox"/> déposant seulement <input checked="" type="checkbox"/> déposant et inventeur <input type="checkbox"/> inventeur seulement (Si cette case est cochée, ne pas remplir la suite.) n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) : FRANCE	Domicile (nom de l'État) : FRANCE	
Cette personne est déposant pour : <input type="checkbox"/> tous les États désignés <input type="checkbox"/> tous les États désignés sauf les États-Unis d'Amérique <input checked="" type="checkbox"/> les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États indiqués dans le cadre supplémentaire		
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.)		Cette personne est : <input type="checkbox"/> déposant seulement <input type="checkbox"/> déposant et inventeur <input type="checkbox"/> inventeur seulement (Si cette case est cochée, ne pas remplir la suite.) n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :	
Cette personne est déposant pour : <input type="checkbox"/> tous les États désignés <input type="checkbox"/> tous les États désignés sauf les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États indiqués dans le cadre supplémentaire		
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.)		Cette personne est : <input type="checkbox"/> déposant seulement <input type="checkbox"/> déposant et inventeur <input type="checkbox"/> inventeur seulement (Si cette case est cochée, ne pas remplir la suite.) n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :	
Cette personne est déposant pour : <input type="checkbox"/> tous les États désignés <input type="checkbox"/> tous les États désignés sauf les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États indiqués dans le cadre supplémentaire		
Nom et adresse : (Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays. Le pays de l'adresse indiquée dans ce cadre est l'État où le déposant a son domicile si aucun domicile n'est indiqué ci-dessous.)		Cette personne est : <input type="checkbox"/> déposant seulement <input type="checkbox"/> déposant et inventeur <input type="checkbox"/> inventeur seulement (Si cette case est cochée, ne pas remplir la suite.) n° sous lequel le déposant est inscrit auprès de l'office
Nationalité (nom de l'État) :	Domicile (nom de l'État) :	
Cette personne est déposant pour : <input type="checkbox"/> tous les États désignés <input type="checkbox"/> tous les États désignés sauf les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États-Unis d'Amérique <input type="checkbox"/> les États indiqués dans le cadre supplémentaire		
<input type="checkbox"/> D'autres déposants ou inventeurs sont indiqués sur une feuille annexe.		

Cadre n° V DÉSIGNATIONS				
<p>Le dépôt de la présente requête vaut, selon la règle 4.9.a), désignation de tous les États contractants liés par le PCT à la date du dépôt international, aux fins de la délivrance de tout titre de protection disponible et, le cas échéant, aux fins de la délivrance à la fois de brevets régionaux et nationaux.</p> <p>Cependant,</p> <p><input type="checkbox"/> DE Allemagne n'est désignée pour aucun titre de protection nationale</p> <p><input type="checkbox"/> KR République de Corée n'est désignée pour aucun titre de protection nationale</p> <p><input type="checkbox"/> RU Fédération de Russie n'est désignée pour aucun titre de protection nationale</p> <p>(Les cases mentionnées ci-dessus peuvent être utilisées pour exclure (irrévocablement) les désignations concernées afin d'éviter qu'une demande nationale antérieure dont la priorité est revendiquée ne cesse de produire ses effets en vertu de la législation nationale. Voir les notes relatives au cadre n° V en ce qui concerne les conséquences de telles dispositions de la législation nationale dans ces États et dans certains autres.)</p>				
Cadre n° VI REVENDEICATION DE PRIORITÉ				
La priorité de la ou des demandes antérieures suivantes est revendiquée :				
Date de dépôt de la demande antérieure (jour/mois/année)	Numéro de la demande antérieure	Lorsque la demande antérieure est une :		
		demande nationale : pays ou membre de l'OMC	demande régionale : * office régional	demande internationale : office récepteur
point 1) 31 mars 2003 (31-03-03)	03 03949	FRANCE		
point 2)				
point 3)				
<input type="checkbox"/> D'autres revendications de priorité sont indiquées dans le cadre supplémentaire.				
<p>L'office récepteur est prié de préparer et de transmettre au Bureau international une copie certifiée conforme de la ou des demandes antérieures (seulement si la demande antérieure a été déposée auprès de l'office qui, aux fins de la présente demande internationale, est l'office récepteur) indiquées ci-dessus sous :</p> <p> <input type="checkbox"/> tous les points <input checked="" type="checkbox"/> le point 1) <input type="checkbox"/> le point 2) <input type="checkbox"/> le point 3) <input type="checkbox"/> autre, voir le cadre supplémentaire </p> <p><i>* Si la demande antérieure est une demande ARIPO, indiquer au moins un pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ou un membre de l'Organisation mondiale du commerce pour lequel cette demande antérieure a été déposée (règle 4.10.b)ii) :</i></p>				
Cadre n° VII ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE				
<p>Choix de l'administration chargée de la recherche internationale (ISA) (si plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes pour procéder à la recherche internationale, indiquer l'administration choisie; le code à deux lettres peut être utilisé) :</p> <p>ISA / EP</p> <p>Demande d'utilisation des résultats d'une recherche antérieure; mention de cette recherche (si une recherche antérieure a été effectuée par l'administration chargée de la recherche internationale ou demandée à cette dernière) :</p> <p>Date (jour/mois/année) Numéro Pays (ou office régional)</p>				
Cadre n° VIII DÉCLARATIONS				
<p>Les déclarations suivantes figurent dans les cadres n° VIII.i) à v) (cocher ci-dessous la ou les cases appropriées et indiquer dans la colonne de droite le nombre de chaque type de déclaration) :</p>				Nombre de déclarations
<input type="checkbox"/> cadre n° VIII.i)	déclaration relative à l'identité de l'inventeur			
<input type="checkbox"/> cadre n° VIII.ii)	déclaration relative au droit du déposant, à la date du dépôt international, de demander et d'obtenir un brevet			
<input type="checkbox"/> cadre n° VIII.iii)	déclaration relative au droit du déposant, à la date du dépôt international, de revendiquer la priorité d'une demande antérieure			
<input checked="" type="checkbox"/> cadre n° VIII.iv)	déclaration relative à la qualité d'inventeur (seulement aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique)			1
<input type="checkbox"/> cadre n° VIII.v)	déclaration relative à des divulgations non opposables ou à des exceptions au défaut de nouveauté			

Cadre n° VIII.iv) DÉCLARATION : QUALITÉ D'INVENTEUR
(seulement aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique)

La déclaration doit être conforme au libellé standard suivant prévu à l'instruction 214; voir les notes relatives aux cadres n°s VIII, VIII.i) à v) (généralités) et les notes spécifiques au cadre n° VIII.iv). Si ce cadre n'est pas utilisé, cette feuille ne doit pas être incluse dans la requête.

Déclaration relative à la qualité d'inventeur (règles 4.17.iv) et 51bis.1.a)iv))
aux fins de la désignation des États-Unis d'Amérique :

Par la présente, je déclare que je crois être le premier inventeur original et unique (si un seul inventeur est mentionné ci-dessous) ou l'un des premiers co-inventeurs (si plusieurs inventeurs sont mentionnés ci-dessous) de l'objet revendiqué pour lequel un brevet est demandé.

La présente déclaration a trait à la demande internationale dont elle fait partie (si la déclaration est déposée avec la demande).

La présente déclaration a trait à la demande internationale n° PCT/..... (si la déclaration est remise en vertu de la règle 26ter).

Par la présente, je déclare que mon domicile, mon adresse postale et ma nationalité sont tels qu'indiqués près de mon nom.

Par la présente, je déclare avoir passé en revue et compris le contenu de la demande internationale à laquelle il est fait référence ci-dessus, y compris les revendications de ladite demande. J'ai indiqué dans la requête de ladite demande, conformément à la règle 4.10 du PCT, toute revendication de priorité d'une demande étrangère et j'ai identifié ci-dessous, sous l'intitulé "Demandes antérieures", au moyen du numéro de demande, du pays ou du membre de l'Organisation mondiale du commerce, du jour, du mois et de l'année du dépôt, toute demande de brevet ou de certificat d'auteur d'invention déposée dans un pays autre que les États-Unis d'Amérique, y compris toute demande internationale selon le PCT désignant au moins un pays autre que les États-Unis d'Amérique, dont la date de dépôt est antérieure à celle de la demande étrangère dont la priorité est revendiquée.

Demandes antérieures :

Par la présente, je reconnais l'obligation qui m'est faite de divulguer les renseignements dont j'ai connaissance et qui sont pertinents quant à la brevetabilité de l'invention, tels qu'ils sont définis dans le Titre 37, § 1.56, du Code fédéral des réglementations, y compris, en ce qui concerne les demandes de continuation-in-part les renseignements pertinents qui sont devenus accessibles entre la date de dépôt de la demande antérieure et la date du dépôt international de la demande de continuation-in-part.

Je déclare par la présente que toute déclaration ci-incluse est, à ma connaissance, véridique et que toute déclaration formulée à partir de renseignements ou de suppositions est tenue pour véridique; et de plus, que toutes ces déclarations ont été formulées en sachant que toute fausse déclaration volontaire ou son équivalent est passible d'une amende ou d'une incarcération, ou des deux, en vertu de la Section 1001 du Titre 18 du Code des États-Unis, et que de telles déclarations volontairement fausses risquent de compromettre la validité de la demande de brevet ou du brevet délivré à partir de celle-ci.

Nom : **LYOT PIERRE**

Domicile : **SAINT-ETIENNE, FRANCE**

(ville et État (des États-Unis d'Amérique), le cas échéant, ou pays)

Adresse postale : **16 RUE POINTE CADET**
42000 SAINT-ETIENNE - FRANCE

Nationalité : **FRANCE**

Signature de l'inventeur :
(si elle ne figure pas dans la requête, ou si la déclaration a fait l'objet de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26ter après le dépôt de la demande internationale. La signature doit être celle de l'inventeur, il ne peut s'agir de celle du mandataire)

Date :
(de la signature qui ne figure pas dans la requête, ou de la déclaration qui a fait l'objet de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26ter après le dépôt de la demande internationale)

Nom : **PHILIBERT ERIC**

Domicile : **LA TALAUDIERE, FRANCE**

(ville et État (des États-Unis d'Amérique), le cas échéant, ou pays)

Adresse postale : **LA ROUSSIERE**
42350 LA TALAUDIERE - FRANCE

Nationalité : **FRANCE**

Signature de l'inventeur :
(si elle ne figure pas dans la requête, ou si la déclaration a fait l'objet de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26ter après le dépôt de la demande internationale. La signature doit être celle de l'inventeur, il ne peut s'agir de celle du mandataire)

Date :
(de la signature qui ne figure pas dans la requête, ou de la déclaration qui a fait l'objet de corrections ou d'adjonctions en vertu de la règle 26ter après le dépôt de la demande internationale)

☐ Cette déclaration continue sur la feuille suivante, "Suite du cadre n° VIII.iv)".

Cette feuille ne fait pas partie de la demande internationale ni ne compte comme une feuille de celle-ci.

PCT

FEUILLE DE CALCUL DES TAXES

Annexe de la requête

Réservé à l'office récepteur

Demande internationale n°

Référence du dossier du
déposant ou du mandataire

D2PAT1216WO

Timbre à date de l'office récepteur

Déposant

SNF S.A.

CALCUL DES TAXES PRESCRITES

1. TAXE DE TRANSMISSION 60 T

2. TAXE DE RECHERCHE 1550 S

Recherche internationale à effectuer par _____
(Si plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont
compétentes pour effectuer la recherche internationale, inscrire le nom de
celle qui est choisie pour l'effectuer.)

3. TAXE INTERNATIONALE DE DÉPÔT

Lorsque les points b) ou c) du cadre n° IX s'appliquent, reporter le sous-total des feuilles } 22
Lorsque les points b) et c) du cadre n° IX ne s'appliquent pas, reporter le nombre total de feuilles }

i1 30 premières feuilles 902 i1

i2 _____ x _____ = _____ i2
nombre de feuilles taxe par feuille
au-delà de 30

i3 composante supplémentaire (seulement si le listage des séquences ou les
tableaux y relatifs sont déposés sous forme déchiffrable par ordinateur
en vertu de l'instruction 801.a)i), ou à la fois sous cette forme et sur
papier, en vertu de l'instruction 801.a)ii)) :

400 x _____ = _____ i3
taxe par feuille

Additionner les montants portés dans les cadres
i1, i2 et i3 et inscrire le total dans le cadre I 2512 I

(Les déposants de certains États ont droit à une réduction de 75 % de la taxe
internationale de dépôt. Lorsque le déposant a (ou tous les déposants ont) droit
à cette réduction, la somme devant figurer sous I représente 25 % de la taxe
internationale de dépôt.)

4. TAXE AFFÉRENTE AU DOCUMENT DE PRIORITÉ (le cas échéant) 15 P

5. TOTAL DES TAXES DUES 2527

Additionner les montants portés dans les cadres T, S, I et P et inscrire
le résultat dans le cadre TOTAL

TOTAL

MODE DE PAIEMENT

- ☒ autorisation de débiter un compte de dépôt (voir ci-dessous) ☐ mandat postal ☐ espèces ☐ coupons
☐ chèque ☐ traite bancaire ☐ timbres fiscaux ☐ autre (préciser) :

AUTORISATION DE DÉBITER (OU CRÉDITER) UN COMPTE DE DÉPÔT

(Les offices récepteurs ne permettent pas tous l'utilisation de ce mode de paiement)

- ☒ Autorisation de débiter le total des taxes indiqué ci-dessus.
☒ (Cette case ne peut être cochée que si les conditions relatives aux comptes
de dépôt établies par l'office récepteur le permettent) Autorisation de
débitier tout montant manquant – ou de créditer tout excédent – dans le
paiement du total des taxes indiqué ci-dessus.
☒ Autorisation de débiter le montant de la taxe afférente à l'établissement
du document de priorité.

Office récepteur : RO/ I.N.P.I

N° du compte de dépôt : 00002345

Date : 23 MARS 2004

Nom : RICHEBOURG, MICHEL

Signature : _____

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

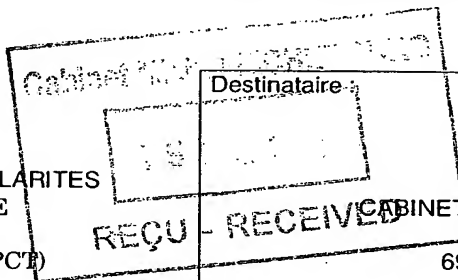
Pb cc G
délai.

Expéditeur : L'OFFICE RECEPTEUR

PCT

INVITATION A CORRIGER DES IRREGULARITES DEMANDE INTERNATIONALE

(article 3.4.i) et 14.1 et règle 26 du PCT)



CABINET MICHEL RICHEBOURG
Le Clos du Golf
69, rue Saint-Simon

Date d'expédition (15/07/2004) 15 JUILLET 2004	42000 SAINT-ETIENNE
Référence du dossier du déposant ou du mandataire D2PAT1216WO	DELAÏ DE REPONSE (15/08/2004) 15 AOÛT 2004
Demande internationale n° PCT/FR2004/000715	Date du dépôt international (23/03/2004) 23 MARS 2004
Déposant SNF S.A	

1. ☒ Le déposant est invité à corriger, dans le délai indiqué plus haut, les irrégularités de la demande internationale telle que déposée qui sont précisées dans la ou les annexes suivantes du présent formulaire :

- ☒ Annexe A
☐ Annexe B1 (texte de la demande internationale telle que déposée)
☐ Annexe C1 (dessins de la demande internationale telle que déposée)

2. ☐ Le déposant est invité à corriger, dans le délai indiqué plus haut, les irrégularités dans la traduction de la demande internationale remise selon la règle 12.3 qui sont précisées dans la ou les annexes suivantes du présent formulaire :

- ☐ Annexe A
☐ Annexe B2 (texte de la traduction de la demande internationale)
☐ Annexe C2 (dessins de la traduction de la demande internationale)

Observations complémentaires (le cas échéant) :

COMMENT CORRIGER LES IRRÉGULARITÉS ?

Pour présenter une correction, il convient de déposer une feuille de remplacement comportant cette correction, accompagnée d'une lettre destinée à appeler l'attention sur les différences entre la feuille remplacée et la feuille de remplacement. Une correction peut n'être apportée que par lettre si elle est de nature à pouvoir être transcrite sur l'exemplaire original sans nuire à la clarté et à la possibilité de reproduction directe de la feuille sur laquelle elle doit être reportée (règle 26.4.a)

ATTENTION

Si le déposant ne corrige les irrégularités en temps voulu, l'office récepteur considérera la demande internationale comme retirée (voir la règle 26.5 pour plus de précision)

Une copie de la présente invitation et de toutes pièces jointes à celle-ci a été envoyée au Bureau international

- ☒ et à l'administration chargée de la recherche internationale

Nom et adresse postale de l'office récepteur
Institut National de la Propriété Industrielle
97, boulevard Carnot – 59040 Lille Cedex
n° de Télécopie : 03.28.36.34.81

Fonctionnaire autorisé: Bertrand DELEU

N° de téléphone : 03 28 36 34 89

L'office récepteur a relevé les irrégularités suivantes dans la demande internationale

1. Quant à la signature de la demande internationale (règles 4.15, 26.2bis.a) et 90.4), la requête :
- a. ☐ n'est pas signée* par le déposant, ou, s'il y a plusieurs déposants, n'est pas signée par au moins l'un d'entre eux
 - c. ☐ n'est pas accompagnée de l'explication (visée dans le bordereau du cadre n°VIII de la requête) de l'absence de signature d'un déposant pour la désignation des États-Unis d'Amérique.
 - d. ☐ est signée apparemment par un mandataire/représentant commun mais
 - ☐ la demande internationale n'est pas accompagnée d'un pouvoir le désignant
 - ☐ le pouvoir joint à la demande internationale n'est pas signé par tous les déposants

- e. ☒ présente d'autres irrégularités (préciser):

préciser la qualité du signataire de la société "SNF" S.A

* Bien que la règle 4.15 exige que tous les déposants signent la requête (y compris tous les inventeurs/déposants par exemple, lorsque les États-Unis d'Amérique sont désignés), aux fins de l'article 14.1a)i), s'il y a plusieurs déposants, il suffit que la requête soit signée par l'un d'entre eux (règle 26.2bis.a)).

Toutefois, l'attention du déposant est appelée sur le fait que la législation nationale applicable par l'office désigné peut exiger, à l'occasion de la phase nationale d'instruction de la demande internationale, que le déposant fournisse la confirmation de la demande internationale au moyen de la signature de tout déposant pour l'État désigné qui n'a pas signé la requête (règle 51bis.1.a)vi)).

2. Quant aux indications concernant le **déposant*** qui est habilité, selon la règle 19.1, à déposer la demande internationale auprès de l'office récepteur, la requête (règles 4.4, 4.5 et 26.2bis.b)) :

- a. ☐ n'indique pas correctement le nom du déposant (préciser) :
- b. ☐ n'indique pas l'adresse du déposant.
- c. ☐ n'indique pas correctement l'adresse du déposant (préciser) :
- d. ☐ n'indique pas la nationalité du déposant.
- e. ☐ n'indique pas le domicile du déposant.

- ☐ Autres observations concernant les indications fournies pour les autres déposants (le cas échéant) :

* Bien que les règles 4.4 et 4.5 exigent des indications concernant le déposant, ou s'il y a plusieurs déposants, concernant chacun d'eux, aux fins de l'article 14.1a)ii), s'il y a plusieurs déposants, il suffit que les indications exigées en vertu de la règle 4.5.a)ii) et iii) soient fournies à l'égard de l'un d'entre eux qui est habilité, conformément à la règle 19.1, à déposer la demande internationale auprès de l'office récepteur (règle 26.2bis.b)).

Toutefois, l'attention du déposant est appelée sur le fait que la législation nationale applicable par l'office désigné peut exiger, à l'occasion de la phase nationale d'instruction de la demande internationale, que le déposant fournisse toute indication manquante requise en vertu de la règle 4.5.a)ii) et iii) à l'égard de tout déposant pour l'État désigné (règle 51bis.1.a)vii)).

3. Quant à la **langue** de certaines parties de la demande internationale autres que la description et les revendications (règles 12.1.c et 26.3.ter.a) et c)) :

- a. ☐ la **requête** n'est pas rédigée dans une langue de publication acceptée par cet office récepteur, cette langue étant la ou l'une des langues suivantes :
- b. ☐ les **textes contenus dans les dessins** ne sont pas rédigés dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée, cette dernière étant la langue suivante :
- c. ☐ l'**abrégé** n'est pas rédigé dans la langue dans laquelle la demande internationale doit être publiée, cette dernière étant la langue suivante :

4. Le **titre** de l'invention

- a. ☐ n'est pas indiqué sur le cadre n°I de la requête (règle 4.1.a)).
- b. ☐ n'est pas indiqué en haut de la première feuille de la description (règle 5.1.a)).
- c. ☐ tel qu'il figure dans le cadre n°I de la requête n'est pas identique à celui qui est donné dans la description (règle 5.1.a)).

5. Quant à l'**abrégé** (règles 8 et 26.1.b)) :

- ☐ la demande internationale ne comporte pas d'abrégé.

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

NOTIFICATION DE RECEPTION
DES DOCUMENTS SUPPOSÉS CONSTITUER
UNE DEMANDE INTERNATIONALE
(instruction administrative 301 du PCT)

Expéditeur : L'OFFICE RÉCEPTEUR

Demande internationale n° PCT/FR 04/00715
Référence du dossier du déposant ou du mandataire D2PAT1216W0
Date d'expédition (jour/mois/année) 23 MARS 2004 (23/03/2004)

Destinataire :

**RICHEBOURG MICHEL
CABINET MICHEL RICHEBOURG
LE CLOS DU GOLF
69 RUE SAINT-SIMON
42000 SAINT-ETIENNE**

Date de réception (jour/mois/année)
23 MARS 2004

NOTIFICATION IMPORTANTE

Déposant

SNF S.A.

Titre de l'invention **UTILISATION DE POLYMERES CATIONIQUES EN BILLES DANS DES COMPOSITIONS
COSMETIQUES ET COMPOSITIONS COSMETIQUES AINSI OBTENUES.**

- Il est notifié au déposant que l'office récepteur a reçu à la date de réception indiquée ci-dessus des documents supposés constituer une demande internationale.
- L'attention du déposant est appelée sur le fait que l'office récepteur n'a pas encore vérifié si ces documents satisfont aux conditions de l'article 11.1), c'est-à-dire s'ils remplissent les conditions nécessaires pour que soit attribuée une date de dépôt international.
- Dès que l'office récepteur aura vérifié ces documents, il en avisera le déposant.
- Le numéro de demande internationale indiqué plus haut a été provisoirement attribué à ces documents. Le déposant est invité à mentionner ce numéro dans toute correspondance avec l'office récepteur.

Nombre d'exemplaires

☒ Requête

☒ Description

☒ Revendications

☐ Dessin (s)

☒ Abrégé

☐ Pouvoir

☐ Document (s)
de priorité

☐ Rapport de
Recherche

☒ Versement des taxes
d'un montant de :

2527 EUROS

☐ Listage de séquence de nucléotides
ou d'acides-aminés (disquette)

☒ Autres documents

courrier

Nom et adresse postale de l'office récepteur

**Institut National de la Propriété Industrielle
26 bis, rue de Saint-Petersbourg - 75800 Paris Cedex 08**

n° de télécopieur **01 42 94 27 99**

Affaire suivie par :

n° de téléphone :

PCT

POUVOIR

(pour une demande internationale déposée en vertu du Traité de coopération en matière de brevets)

(règle 90.4 du PCT)

Le(s) déposant(s) soussigné(s) (Noms à indiquer tels qu'ils figurent dans la requête) :

SNF SA
41, RUE JEAN HUSS
42000 SAINT-ETIENNE

désigne(nt) la personne suivante :



comme mandataire



comme représentant commun

Nom et adresse

(Nom de famille suivi du prénom; pour une personne morale, désignation officielle complète. L'adresse doit comprendre le code postal et le nom du pays.)

RICHEBOURG MICHEL
CABINET MICHEL RICHEBOURG
LE CLOS DU GOLF
69, RUE SAINT-SIMON
42000 SAINT-ETIENNE
FRANCE

pour le(s) représenter



auprès de toutes les administrations internationales compétentes



auprès de l'administration chargée de la recherche internationale



auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international

pour ce qui concerne la demande internationale suivante :

Titre de l'invention : Utilisation de polymères cationiques en billes dans des compositions cosmétiques et compositions cosmétiques ainsi obtenues.

Référence du dossier du déposant ou du mandataire : D2PAT1216WO

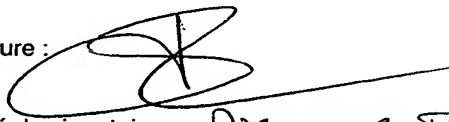
Numéro de demande internationale (s'il est déjà disponible) : PCT/FR04/00715

déposée auprès de l'office suivant I.N.P.I (France) en sa qualité d'office récepteur et pour faire ou recevoir des paiements en son (leur) nom.

Signature du (des) déposant(s) (S'il y a plusieurs déposants, chacun d'eux doit signer; à côté de chaque signature, indiquer le nom du signataire et, si cela n'apparaît pas clairement à la lecture de la requête ou du présent pouvoir, à quel titre l'intéressé signe):

Nom, Prénom : KENÉ HUND

Signature :



Qualité du signataire : DIRECTEUR TECHNIQUE

Date : 27.07.2004

« S.N.F. SA. »
Société Anonyme
Au capital de 23.397.066 Euros
Siège social : 41 Rue Jean HUSS
SAINT ETIENNE (Loire)
R.C.S. ST ETIENNE B 312 327 737

EXTRAIT DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 15 DECEMBRE 2003

Objet : Apport partiel d'actif

RESOLUTION

L'Assemblée Générale extraordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration fait apport de sa branche complète et autonome d'activité ayant pour objet :

- *La fabrication, la transformation, la commercialisation sur le plan national et international de tous produits chimiques et dérivés, de produits alimentaires ainsi que tous matériels et accessoires se rapportant à cet objet,*
- *Toutes activités d'ingénierie et de réalisation d'ensembles industriels ainsi que toutes activités liées à la protection de l'environnement et notamment par la fourniture de produits de traitement d'eaux industrielles, agricoles et urbaines,*

actuellement exploitée par la société SNF sur les sites d'Andrézieux Bouthéon (42160) et de Saint-Avold (57500).

L'Assemblée Générale extraordinaire autorise en outre, parmi les actifs de la société, le transfert des brevets de SNF SA à SNF SAS.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Inscription
RNB



142924

Date

24/12/2004 REG NAL BREVETS

Lieu

INPI PARIS

No. Operation



0

Le Président
René PICH

Un Administrateur
Philippe JERONIMO

« S.N.F. SA. »
Société Anonyme
Au capital de 23.397.066 Euros
Siège social : 41 Rue Jean HUSS
SAINT ETIENNE (Loire)
R.C.S. ST ETIENNE B 312 327 737

LISTE DES BREVETS TRANSFERES de SNF SA à SNF SAS

N° d'enregistrement national :

FR	00/02664	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	00/08201	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	00/10092	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	03/03949	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	03/09968	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	03/12428	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	03/14108	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	98/06876	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	98/07144	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	98/07545	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	99/03139	et toutes ses extensions à l'étranger
FR	99/03928	et toutes ses extensions à l'étranger

**EXTRAIT DU REGISTRE
DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

N° d'identification : 430 006 643 RCS SAINT-ETIENNE

<39828/2000B00194>

28/09/2004-12h50

Page 1

Immatriculation en date du 22/03/2000

Dénomination Sociale : SNF SASForme : S.A.S. UNIPERSONNELLEAu Capital de : 8.185.200,00 EurosAdresse du Siège Social :20 Rue de l'Innovation
42000 SAINT ETIENNEActivité : SIEGE ADMINISTRATIFSIRET : 430 006 643 00026DIRECTEUR GENERAL :

Monsieur PICH René Angélo

Né(e) le 09/10/1940 à NOLE ITALIE

Nationalité: FrançaiseDemeurant : 6, RUE DE CHAMPIROL
42270 SAINT PRIEST EN JAREZDIRECTEUR GENERAL :

Monsieur JERONIMO Philippe Michel

Né(e) le 12/02/1960 à 42 SAINT ETIENNE

Nationalité: FrançaiseDemeurant : BOUT DE CHEMIN DE L'ETRAT MEYLIEU
42210 MONTROND LES BAINSPRESIDENT DU DIRECTOIRE :

Monsieur HUND René

Né(e) le 08/11/1957 à 57 THIONVILLE

Nationalité: FrançaiseDemeurant : 5 ALLEE DE GRAND PRE
42390 VILLARSMEMBRE DU DIRECTOIRE :

Monsieur PICH René Angélo

Né(e) le 09/10/1940 à NOLE ITALIE

Nationalité: FrançaiseDemeurant : 6, RUE DE CHAMPIROL
42270 SAINT PRIEST EN JAREZMEMBRE DU DIRECTOIRE :

Monsieur HUND René

Né(e) le 08/11/1957 à 57 THIONVILLE

Nationalité: FrançaiseDemeurant : 5 ALLEE DE GRAND PRE
42390 VILLARSMEMBRE DU DIRECTOIRE :

Monsieur JERONIMO Philippe Michel

Né(e) le 12/02/1960 à 42 SAINT ETIENNE

Nationalité: Française

Le mot "ORIGINAL" ci-dessus signifie que vous êtes en présence d'un original émanant du greffe

Demeurant : BOUT DE CHEMIN DE L'ETRAT MEYLLIEU
42210 MONTROND LES BAINS

COMMISSAIRE AUX COMPTES TITUL. :
Cabinet DELOITTE ET TOUCHE TOHMATSU
Demeurant : 81 BLD DE STALINGRAD
69100 VILLEURBANNE

COMMISSAIRE AUX COMPTES TITUL. :
Monsieur PERIN Bernard
Demeurant : 3 RUE CHARLES REBOUR BP 2
42100 SAINT ETIENNE

COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPL. :
Monsieur ROSIER Olivier Marie Pierre
Né(e) le 10/12/1955 à 69 LYON 04
Nationalité: Française
Demeurant : 81 BLD STALINGRAD
69100 VILLEURBANNE

COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPL. :
S.A.R.L. CABINET PERIN PERILLON AUDIT
Demeurant : 3 RUE CHARLES REBOUR
42100 SAINT ETIENNE

Adresse du Principal Etablissement :
ZAC DE MILIEUX
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Observations :
RCS MONTBRISON (42) - 430 006 643 - 2003B328 -

Etablissement(s) Secondaire(s) Hors Ressort :
RCS SARREGUEMINES TI (57) 2004B00036 (Greffé 5752)

<u>Début Activité</u>	: 10/03/2000	<u>Publicité Légale</u>	: 24/03/2000
<u>Expiration Société</u>	: 22/03/2009	<u>Clôture Exercice</u>	: 31 DECEMBRE

Observations :

Mention du 19/12/2003 :
CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE
A COMPTER DU :15.2.03
ANCIENNE DENOMINATION :SNF INTERNATIONAL SERVICES
TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL
A COMPTER DU :15.12.03
ANCIEN SIEGE :42000 ST ETIENNE 41 RUE JEAN HUSS

Approbation apport partiel actif par SCISSION
AVEC EFFET RETROACTIF AU 1.1.03
DE LA SOCIETE SNF SA RCS ST ETIENNE 312 327 737

Mention du 07/01/2004 :
Notification GTC de MONTBRISON (42) du 7.1.2004 :
Ouverture de l'établissement principal à compter
du 19.12.2003 sis à :
- 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON - ZAC DU MILIEUX
RCS MONTBRISON - 2003B328 -

Pour extrait certifié conforme délivré sur 3 pages.

A SAINT-ETIENNE, le 28/09/2004 à 12h50

L'un des Greffiers associés,



Ray

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

NOTIFICATION RELATIVE
A LA PRESENTATION OU A LA TRANSMISSION
DU DOCUMENT DE PRIORITE

(instruction administrative 411 du PCT)

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire:

RICHEBOURG, Michel
Cabinet Michel RICHEBOURG
Le Clos du Golf
69, rue Saint Simon
F-42000 Saint Etienne
FRANCE

Cabinet Michel RICHEBOURG

18 AOUT 2004

REÇU - RECEIVED

Date d'expédition (jour/mois/année) 11 août 2004 (11.08.2004)	NOTIFICATION IMPORTANTE
Référence du dossier du déposant ou du mandataire D2PAT1216WO	
Demande internationale no PCT/FR2004/000715	Date du dépôt international (jour/mois/année) 23 mars 2004 (23.03.2004)
Date de publication internationale (jour/mois/année) Pas encore publiée	Date de priorité (jour/mois/année) 31 mars 2003 (31.03.2003)
Déposant SNF S.A. etc	

1. Par le présent formulaire, qui remplace toute notification antérieure relative à la présentation ou à la transmission de documents de priorité, il est notifié au déposant la date de réception par le Bureau international du ou des documents de priorité concernant toute demande antérieure dont la priorité est revendiquée. Sauf indication contraire consistant en les lettres "NR", figurant dans la colonne de droite, ou un astérisque figurant à côté d'une date de réception, le document de priorité en question a été présenté ou transmis au Bureau international d'une manière conforme à la règle 17.1.a) ou b).
2. (Le cas échéant) Le lettres "NR" figurant dans la colonne de droite signalent un document de priorité qui, à la date d'expédition du présent formulaire, n'a pas encore été reçu par le Bureau international selon la règle 17.1.a) ou b). Lorsque, selon la règle 17.1.a), le document de priorité doit être présenté par le déposant à l'office récepteur ou au Bureau international, mais que le déposant n'a pas présenté le document de priorité dans le délai prescrit par cette règle, l'attention du déposant est appelée sur la règle 17.1.c) selon laquelle aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité considérée avant d'avoir donné au déposant la possibilité, à l'ouverture de la phase nationale, de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.
3. (Le cas échéant) Un astérisque (*) figurant à côté de la date de réception, dans la colonne de droite, signale un document de priorité présenté ou transmis au Bureau international mais de manière non conforme à la règle 17.1.a) ou b) (le document de priorité a été reçu après le délai prescrit par la règle 17.1.a) ou la demande d'établissement et de transmission du document de priorité a été soumise à l'office récepteur après le délai prescrit par la règle 17.1.b)). Même si le document de priorité n'a pas été remis conformément à la règle 17.1.a) ou b), le Bureau international transmettra une copie du document aux offices désignés, pour leur appréciation. Dans le cas où une telle copie n'est pas acceptée par un office désigné comme document de priorité, la règle 17.1.c) énonce que aucun office désigné ne peut décider de ne pas tenir compte de la revendication de priorité considérée avant d'avoir donné au déposant la possibilité, à l'ouverture de la phase nationale, de remettre le document de priorité dans un délai raisonnable en l'espèce.

Date de prioritéDemande de priorité n°Pays, office régional ou
office récepteur selon le PCTDate de réception du
document de priorité

31 mars 2003 (31.03.2003), 03/03949

FR

06 août 2004 (06.08.2004)

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse

n° de télécopieur: (41-22) 338.71.40

Fonctionnaire autorisé:

Mireille BIRCHEN

n° de téléphone: (41-22) 338 8345

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

PCT

NOTIFICATION DE L'ENREGISTREMENT
D'UN CHANGEMENT(règle 92bis.1 et
instruction administrative 422 du PCT)

Expéditeur: le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire:

RICHEBOURG, Michel
Cabinet Michel Richebourg
Le Clos du Golf
69, rue Saint Simon
F-42000 Saint Etienne
FRANCE

Date d'expédition (jour/mois/année) 08 août 2005 (08.08.2005)	NOTIFICATION IMPORTANTE
Référence du dossier du déposant ou du mandataire D2PAT1216WO	
Demande internationale no PCT/FR2004/000715	Date du dépôt international (jour/mois/année) 23 mars 2004 (23.03.2004)

1. Les renseignements suivants étaient enregistrés en ce qui concerne:

☒ le déposant ☐ l'inventeur ☐ le mandataire ☐ le représentant commun

Nom et adresse SNF S.A. 41, rue Jean Huss F-42000 Saint-Etienne FRANCE	Nationalité (nom de l'Etat) FR	Domicile (nom de l'Etat) FR
	no de téléphone	
	no de télécopieur	
	no de téléimprimeur	

2. Le Bureau international notifie au déposant que le changement indiqué ci-après a été enregistré en ce qui concerne:

☐ la personne ☒ le nom ☒ l'adresse ☐ la nationalité ☐ le domicile

Nom et adresse SNF SAS 20, rue l'Innovation F-42000 Saint-Etienne FRANCE	Nationalité (nom de l'Etat) FR	Domicile (nom de l'Etat) FR
	no de téléphone	
	no de télécopieur	
	no de téléimprimeur	

3. Observations complémentaires, le cas échéant:

4. Une copie de cette notification a été envoyée:

<input checked="" type="checkbox"/> à l'office récepteur	<input checked="" type="checkbox"/> aux offices désignés concernés
<input checked="" type="checkbox"/> à l'administration chargée de la recherche internationale	<input type="checkbox"/> aux offices élus concernés
<input type="checkbox"/> à l'administration chargée de l'examen préliminaire international	<input type="checkbox"/> autre destinataire:

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse	Fonctionnaire autorisé: Ghislaine BORNET (Fax 338.87.20)
no de télécopieur: (41-22) 338.87.20	no de téléphone: (41-22) 338 9525

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

PCT

DEUXIÈME AVIS SUPPLÉMENTAIRE INFORMANT
LE DÉPOSANT DE LA COMMUNICATION DE LA
DEMANDE INTERNATIONALE (AUX OFFICES
DÉSIGNÉS QUI APPLIQUENT LE DÉLAI DE
30 MOIS SELON L'ARTICLE 22.1))

(règle 47.1.c) du PCT)

Destinataire :

RICHEBOURG, Michel
Cabinet Michel Richebourg
Le Clos du Golf
69, rue Saint Simon
F-42000 Saint Etienne
FRANCE

Cabinet Michel RICHEBOURG

08 AOUT 2005

REÇU - RECEIVED

Date d'expédition (jour/mois/année)
04 août 2005 (04.08.2005)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
D2PAT1216WO

AVIS IMPORTANT

Demande internationale n°
PCT/FR2004/000715

Date du dépôt international (jour/mois/année)
23 mars 2004 (23.03.2004)

Date de priorité (jour/mois/année)
31 mars 2003 (31.03.2003)

Déposant
SNF S.A. etc

1. **ATTENTION** : Pour tout office désigné auquel le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1er avril 2002 (30 mois à compter de la date de priorité) **ne s'applique pas**, se reporter au formulaire PCT/IB/308(Premier avis) émis antérieurement.

2. Il est notifié par la présente que l'office ou les offices désignés suivants – auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1er avril 2002 **s'applique** – ont demandé que la communication de la demande internationale, prévue à l'article 20, soit effectuée conformément à la règle 93bis.1. Le Bureau international a adressé cette communication à la date indiquée ci-dessous :
21 octobre 2004 (21.10.2004)

AU, AZ, BY, CN, CO, DZ, EP, HU, KG, KP, KR, MD, MK, MZ, NA, RU, SY, TM, US

Conformément à la règle 47.1.c-bis)i), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien été effectuée à la date d'expédition indiquée ci-dessus et il ne sera pas exigé du déposant qu'il fournisse une copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

3. Les offices désignés suivants, auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1er avril 2002 **s'applique**, n'ont pas demandé, à la date d'expédition du présent avis, que la communication de la demande internationale soit effectuée conformément à la règle 93bis.1 :

AE, AG, AL, AM, AP, AT, BA, BB, BG, BR, BW, BZ, CA, CR, CU, CZ, DE, DK, DM, EA, EC, EE, EG, ES, FI, GB, GD, GE, GH, GM, HR, ID, IL, IN, IS, JP, KE, KZ, LC, LK, LR, LS, LT, LV, MA, MG, MN, MW, MX, NI, NO, NZ, OA, OM, PG, PH, PL, PT, RO, SC, SD, SG, SK, SL, TJ, TN, TR, TT, UA, UZ, VC, VN, YU, ZA, ZW

Conformément à la règle 47.1.c-bis)ii), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que l'État contractant pour lequel cet office agit en tant qu'office désigné n'exige pas du déposant qu'il fournisse en vertu de l'article 22 une copie de la demande internationale.

4. DÉLAIS pour l'ouverture de la phase nationale

Pour le ou les offices désignés ou élus mentionnés ci-dessus, le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale sera, sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant, de **30 MOIS** à compter de la date de priorité.

En pratique, des délais autres que celui de 30 mois continueront de s'appliquer, pour des durées diverses, en ce qui concerne certains offices désignés ou élus mentionnés ci-dessus. Pour obtenir les mises à jour régulières relatives aux délais applicables (30 ou 31 mois, ou autre délai), office par office, on se reportera à la *Gazette du PCT*, au bulletin *PCT Newsletter* ainsi qu'aux chapitres nationaux pertinents dans le volume II du *Guide du déposant du PCT*, accessibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/pct/fr/index.html>.

Le déposant est seul responsable du respect de tous les délais visés ci-dessus.

Bureau international de l'OMPI
34, chemin des Colombettes
1211 Genève 20, Suisse

Fonctionnaire autorisé

Beate Giffo-Schmitt

n° de télécopieur+41 22 740 14 35

n° de télécopieur+41 22 338 87 20

PCT

PREMIER AVIS INFORMANT LE DÉPOSANT
DE LA COMMUNICATION DE LA DEMANDE
INTERNATIONALE (AUX OFFICES DÉSIGNÉS
QUI N'APPLIQUENT PAS LE DÉLAI DE
30 MOIS SELON L'ARTICLE 22.1))

(règle 47.1.c) du PCT)

Expéditeur : le BUREAU INTERNATIONAL

Destinataire :

RICHEBOURG, Michel
Cabinet Michel Richebourg
Le Clos du Golf
69 rue Saint Simon
F-42000 Saint Etienne
FRANCE

RECEIVED

R2cc jm

Date d'expédition (jour/mois/année) 04 novembre 2004 (04.11.2004)		
Référence du dossier du déposant ou du mandataire D2PAT1216WO		AVIS IMPORTANT
Demande internationale n° PCT/FR2004/000715	Date du dépôt international (jour/mois/année) 23 mars 2004 (23.03.2004)	Date de priorité (jour/mois/année) 31 mars 2003 (31.03.2003)
Déposant SNF S.A. etc		

1. **ATTENTION** : Pour tout office désigné auquel le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002 (30 mois à compter de la date de priorité) s'applique, se reporter au formulaire PCT/IB/308(Deuxième avis supplémentaire) (qui sera émis à bref délai après l'expiration du délai de 28 mois à compter de la date de priorité).

2. Il est notifié par la présente que l'office ou les offices désignés suivants – auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002 ne s'applique pas – ont demandé que la communication de la demande internationale, prévue à l'article 20, soit effectuée conformément à la règle 93bis.1. Le Bureau international a adressé cette communication à la date indiquée ci-dessous :
21 octobre 2004 (21.10.2004)

CH

Conformément à la règle 47.1.c-bis)i), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que la communication de la demande internationale a bien été effectuée à la date d'expédition indiquée ci-dessus et il ne sera pas exigé du déposant qu'il fournisse une copie de la demande internationale à l'office ou aux offices désignés.

3. Les offices désignés suivants, auxquels le délai selon l'article 22.1) tel qu'il est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002 ne s'applique pas, n'ont pas demandé, à la date d'expédition du présent avis, que la communication de la demande internationale soit effectuée conformément à la règle 93bis.1 :

FI, LU, SE, TZ, UG, ZM

Conformément à la règle 47.1.c-bis)ii), ces offices accepteront le présent avis comme preuve déterminante du fait que l'État contractant pour lequel cet office agit en tant qu'office désigné n'exige pas du déposant qu'il fournisse en vertu de l'article 22 une copie de la demande internationale.

4. DÉLAIS pour l'ouverture de la phase nationale

Pour le ou les offices désignés mentionnés ci-dessus et à moins qu'une demande d'examen préliminaire international ait été présentée avant l'expiration du délai de 19 mois à compter de la date de priorité (voir l'article 39.1)), le délai applicable pour l'ouverture de la phase nationale sera, sous réserve de ce qui est dit au paragraphe suivant, de 20 MOIS à compter de la date de priorité.

En pratique, des délais autres que celui de 20 mois continueront de s'appliquer, pour des durées diverses, en ce qui concerne certains offices désignés mentionnés ci-dessus. Pour obtenir les mises à jour régulières relatives aux délais applicables (20 ou 21 mois, ou autre délai), office par office, on se reportera à la *Gazette du PCT*, au bulletin *PCT Newsletter* ainsi qu'aux chapitres nationaux pertinents dans le volume II du *Guide du déposant du PCT*, accessibles sur le site Internet de l'OMPI à l'adresse suivante : <http://www.wipo.int/pct/fr/index.html>.

Le déposant est seul responsable du respect de tous les délais visés ci-dessus.

Bureau international de l'OMPI 34, chemin des Colombettes 1211 Genève 20, Suisse	Fonctionnaire autorisé Philippe Becamel
n° de télécopieur+41 22 740 14 35	n° de télécopieur+41 22 338 71 40